

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF
D'AMIENS**

N°s 1401006 et 1401012

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Elections municipales de la commune
d'Abbeville (Somme)
M. Stéphane Decayeux et autres
Mme Patricia Chagnon et autres

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

M. Huin
Rapporteur

Le Tribunal administratif d'Amiens,
(3ème Chambre)

M. Truy
Rapporteur public

Audience du 30 septembre 2014
Lecture du 7 octobre 2014

28-04-05-01
D

Vu, I, sous le n° 1401006, la protestation enregistrée le 28 mars 2014, présentée pour M. Stéphane Decayeux, demeurant 21, rue Pasteur à Abbeville (80100), par la SCP Frison et associés ; M. Decayeux demande au tribunal :

1°) d'annuler les opérations électorales qui se sont déroulées le 23 mars 2014 dans la commune d'Abbeville ;

2°) de condamner la commune d'Abbeville à lui verser ainsi qu'à chacun de ses colistiers une somme de 500 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative ;

M. Decayeux soutient que :

- M. Nicolas Dumont, maire sortant de la commune, a utilisé les moyens de la commune afin de présenter le bilan de la gestion de son mandat en méconnaissance des dispositions du deuxième alinéa de l'article L. 52-1 du code électoral ;

- M. Dumont a méconnu les dispositions de l'article L. 49 du code électoral ; l'équipe de campagne de M. Dumont a distribué des tracts et a procédé à des collages d'affiches en dehors des lieux dédiés et après minuit le samedi 22 mars 2014, après l'expiration de la campagne officielle ;

- l'équipe de campagne de M. Dumont a distribué un tract mensonger et diffamatoire à

l'encontre de son équipe ; cette manœuvre a été de nature à altérer la sincérité du scrutin ; la diffusion tardive de ce tract ne lui a pas permis d'y répondre utilement ;

- des irrégularités ont affecté le déroulement du scrutin ;

Vu le mémoire en défense, enregistré le 18 avril 2014, présenté pour M. Nicolas Dumont, par la SCP Crépin et Fontaine, qui conclut au rejet de la protestation et à ce que M. Decayeux soit condamné à lui verser, ainsi qu'à chacun des 27 élus de la liste «Rassemblé-e-s pour Abbeville », une somme de 150 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative ;

M. Dumont soutient que :

- les griefs de la requête ne sont pas fondés ;

- eu égard aux écarts de voix constatés, les irrégularités soulevées par M. Decayeux, à les supposer établies, n'ont pu avoir d'incidence sur la sincérité du scrutin et sur le sens des résultats des élections ;

Vu le mémoire en réplique, enregistré le 13 mai 2014, présenté par M. Decayeux, qui conclut aux mêmes fins et par les mêmes moyens ;

Il soutient en outre que :

- l'écart de voix peut être considéré comme faible puisque seules 163 voix ont permis à la liste arrivée en tête d'obtenir la majorité absolue au premier tour des élections ;

- la diffusion massive d'un tract diffamatoire la veille du premier tour a troublé la sincérité du scrutin ; le tract ne contient pas d'élément de polémique électorale, mais uniquement des attaques personnelles à son égard ; M. Dumont ne conteste pas que ce tract a été distribué après minuit le samedi 22 mars 2014 ;

- les assesseurs ont été pressés de signer les procès-verbaux des bureaux de vote alors que le dépouillement n'était pas terminé ;

- les bulletins de vote ont été détruits dès le lendemain matin empêchant tout contrôle des opérations électorales ;

Vu le nouveau mémoire en défense, enregistré le 19 juin 2014, présenté pour M. Dumont, qui conclut aux mêmes fins et par les mêmes moyens ;

Vu enregistrée le 28 juillet 2014, la décision du 17 juillet 2014 de la commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques approuvant le compte de campagne de M. Nicolas Dumont et de M. Stéphane Decayeux ;

Vu la note en délibéré, enregistrée le 30 septembre 2014, présentée pour M. Decayeux ;

Vu, II, sous le n° 1401012, la protestation enregistrée le 28 mars 2014, présentée par Mme Patricia Chagnon, demeurant 133 route de Paris à Abbeville (80100) ; Mme Chagnon demande au tribunal d'annuler les opérations électorales qui se sont déroulées le 23 mars 2014 dans la commune d'Abbeville ;

Mme Chagnon soutient que :

- M. Nicolas Dumont a méconnu les dispositions de l'article L. 49 du code électoral ; il a fait massivement diffuser un tract diffamatoire dans la nuit du vendredi 21 au samedi 23 mars 2014 ; cette diffusion s'est poursuivie après la clôture de la campagne officielle ; elle n'a pas eu la possibilité d'y répondre utilement ; cette distribution massive et tardive de tracts diffamatoires, injurieux et contenant des fausses nouvelles a jeté la confusion dans l'esprit des électeurs la privant ainsi de nombreuses voix ; M. Dumont n'a remporté les élections municipales au premier tour qu'avec 163 voix d'avance ;

- M. Dumont a méconnu les dispositions de l'article L. 52-8 du code électoral ; il a mis en ligne sur le site de sa campagne et sur un réseau social une copie du courrier qu'il a adressé, en sa qualité de maire de la commune, au premier ministre ; il a ainsi bénéficié d'un avantage en nature de la part d'une personne morale ; il a également utilisé de nombreuses photos dans son document de campagne ;

- une de ses équipes de collage a été agressée par une équipe de M. Dumont ;

- un procès-verbal d'un des bureaux de vote a été falsifié ;

- certains électeurs se sont présentés munis de procurations ne disposant pas de tampons du commissariat ou du tribunal d'instance mais ont pu malgré tout voter ; elle n'a pas pu procéder à un nouveau décompte des bulletins dès lors que ceux-ci ont été détruits le lendemain de l'élection ;

Vu le mémoire en défense, enregistré le 22 avril 2014, présenté pour M. Nicolas Dumont, par la SCP Crépin et Fontaine, qui conclut au rejet de la protestation et à ce que Mme Chagnon soit condamnée à lui verser, ainsi qu'à chacun des 27 élus de la liste « Rassemblé-e-s pour Abbeville », une somme de 150 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative ;

M. Dumont soutient que :

- eu égard aux écarts de voix constatés, les irrégularités soulevées par Mme Chagnon, à les supposer établies, n'ont pu avoir d'incidence sur la sincérité du scrutin et sur le sens des élections ;

- les griefs présentés par Mme Chagnon ne sont pas fondés ;

Vu enregistrées les 28 et 30 juillet 2014, les décisions du 17 et 23 juillet 2014 de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques approuvant le compte de campagne de M. Nicolas Dumont et de Mme Patricia Chagnon ;

Vu le mémoire en réplique, enregistré le 8 septembre 2014, présenté par Mme Chagnon qui conclut aux mêmes fins que la protestation par les mêmes moyens ;

Vu le nouveau mémoire, enregistré le 15 septembre 2014, présenté pour M. Dumont qui conclut aux mêmes fins que le mémoire en défense par les mêmes moyens ;

Vu le mémoire, enregistré le 23 septembre 2014, présenté par Mme Chagnon, qui conclut aux mêmes fins que la protestation par les mêmes moyens ;

Vu le mémoire, enregistré le 26 septembre 2014, présenté pour M. Dumont, qui conclut aux mêmes fins que le mémoire en défense par les mêmes moyens ;

Vu le procès-verbal des opérations électorales en cause et les documents y annexés ;

Vu le code électoral ;

Vu le code de justice administrative ;

Après avoir entendu au cours de l'audience publique du 30 septembre 2014 ;

- le rapport de M. Huin, rapporteur ;

- les conclusions de M. Truy, rapporteur public ;

- et les observations de Me Abiven, pour M. Decayeux, de Me Crépin pour M. Dumont et MM. Hémerlé, Pochel, Sergent, Gurlain, Hénique, Demarthe, Mathon, Dain, Deloison, Duclercq, Garet, Dovergne et Bonnet et Mmes Michaut, Hazard, Sacquépée, Leberton, Cornu-Coulon, Maison, Lamarre, Leblond, Garben-Muller, Courcaut, Penet et Monflier, de Mme Chagnon, de M. Flahaut et de Mme Muselet ;

1. Considérant que les protestations de M. Stéphane Decayeux et de Mme Patricia Chagnon, enregistrées respectivement sous les n°s 1401006 et 1401012, ont trait aux opérations électorales auxquelles il a été procédé le 23 mars 2014, pour le renouvellement, au premier tour de scrutin, du conseil municipal de la commune d'Abbeville ; que ces deux protestations ont fait l'objet d'une instruction commune ; qu'il y a lieu de les joindre pour statuer par un seul jugement ;

2. Considérant qu'il résulte de l'instruction que, lors des opérations électorales qui se sont déroulées le 23 mars 2014 dans la commune d'Abbeville, 11 073 électeurs sur les 18 267 inscrits ont voté pour le renouvellement intégral du conseil municipal de la commune ; qu'à l'issue des opérations de dépouillement, 10 602 bulletins ont été comptabilisés comme exprimés et la majorité absolue des suffrages fixée à 5 302 suffrages ; que la liste « Rassemblé-e-s pour Abbeville », conduite par M. Nicolas Dumont, maire sortant, a remporté 5 464 voix, soit 51,53 % des suffrages exprimés ; que la liste « Oui, c'est possible », conduite par M. Stéphane Decayeux a totalisé 2 928 voix, soit 27,61 % des suffrages exprimés et que la liste « Abbeville Bleu Marine » conduite par Mme Chagnon, a obtenu 2 210 voix, soit 20,84 % des suffrages exprimés ;

3. Considérant qu'aux termes de l'article L. 49 du code électoral : *« A partir de la veille du scrutin à zéro heure, il est interdit de distribuer ou faire distribuer des bulletins, circulaires et autres documents. / A partir de la veille du scrutin à zéro heure, il est également interdit de diffuser ou de faire diffuser par tout moyen de communication au public par voie électronique tout message ayant le caractère de propagande électorale »* ;

4. Considérant qu'il résulte de l'instruction qu'un tract émanant de M. Dumont intitulé *« Absent, incompétent, menteur, 3 bonnes raisons de ne pas voter Stéphane Decayeux »* a été massivement diffusé sur le territoire de la commune d'Abbeville dans la soirée du vendredi 21 mars 2014 et dans la nuit du vendredi 21 au samedi 22 mars 2014 ; que, contrairement à ce que soutient M. Dumont, ce tract ne se borne pas à répondre aux points soulevés par

M. Decayeux dans le tract diffusé le jeudi 20 mars 2014 intitulé « *Dix questions que vous vous posez, Rétablir la vérité, oui c'est possible* », mais met en cause, eu égard à la répétition des termes en majuscules et surlignés « *ABSENT* », « *INCOMPETENT* » et « *MENTEUR* » et à sa conclusion « *Peut-on confier les clés de la ville à un ABSENT ? Peut-on confier les clés de la ville à un INCOMPETENT ?* », « *Peut-on confier les clés de la ville à un MENTEUR ?* » la probité de M. Decayeux et excède ainsi les limites de la polémique électorale ; que la diffusion massive et tardive de ce tract n'a pas permis à M. Decayeux d'y répondre ; qu'en raison du faible écart de 162 voix qui ont permis à M. Dumont d'obtenir la majorité absolue la diffusion du tract litigieux a été de nature à altérer la sincérité des opérations électorales ;

5. Considérant qu'il résulte de ce qui précède que M. Decayeux et Mme Chagnon sont fondés, sans qu'il soit besoin de statuer sur les autres griefs des protestations, à demander l'annulation des opérations électorales qui se sont déroulées le 23 mars 2014 dans la commune d'Abbeville ;

6. Considérant qu'aux termes de l'article L. 2122-4 du code général des collectivités territoriales : « *Le conseil municipal élit le maire et les adjoints parmi ses membres (...)* » ; qu'eu égard à l'annulation des opérations électorales qui se sont déroulées le 23 mars 2014 dans la commune d'Abbeville, il y a lieu, par voie de conséquence, d'annuler d'office l'élection de M. Dumont et de ses adjoints ;

7. Considérant que la commune d'Abbeville n'étant pas partie à l'instance, M. Decayeux n'est pas fondé à demander que soit mise à sa charge les frais exposés par lui et non compris dans les dépens ; que les dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative font par ailleurs obstacle à ce que les sommes demandées à ce titre par M. Dumont soient mises à la charge de M. Decayeux et de Mme Chagnon, qui n'ont pas la qualité de partie perdante dans le cadre de la présente instance ;

DECIDE :

Article 1er : Les opérations électorales qui se sont déroulées le 23 mars 2014 dans la commune d'Abbeville sont annulées.

Article 2 : L'élection du maire de la commune d'Abbeville et de ses adjoints est annulée.

Article 3 : Les conclusions des parties présentées sur le fondement des dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative sont rejetées.

Article 4 : Le présent jugement sera notifié à M. Stéphane Decayeux, à M. Nicolas Dumont, à Mme Patricia Chagnon, à M. Yvon Flahaut, à Mme Marie Michaut, à M. Jean-Marie Hemerle, à Mme Evelyne Hazard, à M. Alain Ponchel, à Mme Elisabeth Sacquepee, à M. Emmanuel Sergent, à Mme Michelle Leberton, à M. Hervé Gourlain, à Mme Emilie Cornu-Coulon, à M. Francis Henique, à Mme Hélène Maison, à M. Pascal Demarthe, à Mme Brigitte Lamarre, à Mme Valérie Muselet, à Gilbert Mathon, à Mme Corinne Leblond, à M. Lionel Dain, à Mme Brigitte Garbe, à M. Xavier Deloison, à Mme Valérie Muller, à M. Matthieu Duciercq, à Mme Frédérique Courcaut, à M. Frédéric Garet, à Mme Laurence Penet, à M. Aurélien Dovergne, à Mme Chantal Monflier, à M. Bruno Bonnet, à Mme Cécile Bregere, à M. Jean-Jacques Leullier, à Mme Catherine Dugardin, à M. Francis Hammel, à la Commission nationale des comptes de campagne et financements politiques, à la préfète de la région Picardie, préfète de la Somme et à la commune d'Abbeville.

Délibéré après l'audience du 30 septembre 2014, à laquelle siégeaient :

Mme Le Roux, présidente,
Mme Bureau, premier conseiller,
M. Huin, conseiller,

Lu en audience publique le 7 octobre 2014.

Le rapporteur,



F. HUIN

La présidente,



M.-O. LE ROUX

Le greffier,



N. VERJOT

La République mande et ordonne à la préfète de la région Picardie, préfète de la Somme en ce qui le concerne ou à tous huissiers de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution du présent jugement.